

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 25 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMILOG France (SA)-Crassier d'OUTREAU

Tour Maine Montparnasse
33 avenue du Maine
75116 Paris

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\COMILOG FRANCE_Outreau_0007000564\2_Inspections\2023\COMILOG_Outreau_RAPVI_0007000564.odt
Code AIOT : 0007000564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement COMILOG France (SA)-Crassier d'OUTREAU implanté rue Danton 62230 Outreau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMILOG France (SA)-Crassier d'OUTREAU
- rue Danton 62230 Outreau
- Code AIOT : 0007000564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre de stockage des déchets de MANIHEN a reçu des déchets industriels depuis 1901 environ. Les déchets étaient liés à la fabrication de ferromanganèse carburé jusqu'en 2003 et provenaient également d'une aciérie jusqu'en 1980.

Le centre a été exploité successivement par :

- APO entre 1901 environ et 1978,
- FAO et SFPO entre 1978 et 1984 (gestion commune),
- SFPO devenue COMILOG France depuis 1984.

Il est soumis à autorisation et relève de la rubrique 167-b de la nomenclature des installations classées ; il correspond à une décharge de déchets industriels provenant d'installations classées.

Fin 2007, COMILOG a fourni un dossier de cessation d'activité qui a conduit à l'arrêté préfectoral du 03/11/2008 qui traite des travaux de remise en état du site.

Une visite d'inspection a été réalisée le 10/05/2010. Suite à cette visite, un courrier d'observations en date du 08/07/2010 a été envoyé à l'exploitant. L'exploitant a répondu par courrier du 26/07/2010.

La société COMILOG a déposé un mémoire de fin de travaux en Préfecture du Pas-de-Calais le 12/11/2009.

Une nouvelle visite d'inspection a été réalisée le 13/09/13 et a donné lieu à un courrier d'observations avec demande de compléments le 16/10/13. L'instruction de la cessation d'activité est toujours en instruction.

La décharge est mitoyenne d'une autre décharge de déchets dangereux de même type, elle aussi réaménagée. Elle est gérée par la société SAGEP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection triennale sur les ouvrages hydrauliques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	visite précédente	Rapport d'inspection du 03/11/2020	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu, la végétation est contrôlée.

La procédure d'alerte en cas de nécessité d'action des diverses vannes est bien acquise par la personne d'astreinte.

L'étude de stabilité n'a pas été remise. Elle sera prescrite prochainement par un arrêté préfectoral complémentaire.

Pour ce faire, sous un mois, l'exploitant enverra à l'inspection un protocole ou un cahier des charges.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : visite précédente

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 03/11/2020
Thème(s) : Risques chroniques, remarques sur la visite du 06 octobre 2020
Prescription contrôlée : En conclusion de la visite du 06 octobre 2020, l'inspection a demandé à l'exploitant les points suivants, dans son rapport du 03 novembre 2020 :

- de conforter les études de stabilité des digues,
- de réaliser dans le cadre de la révision de l'étude de stabilité le calcul des seuils de sûreté et de danger pour les ouvrages,
- de vérifier l'adéquation de ces seuils avec les seuils d'alerte définis dans la procédure d'alerte commune SAGEP-COMILOG,
- de proposer un suivi adapté de l'état des digues et d'assurer leur entretien.

Constats :

Concernant l'entretien du site, le site de COMILOG est correctement entretenu, passage plusieurs fois par an pour l'entretien de la couverture et des fauchages autour. L'étang de pêche est également correctement entretenu mais la hauteur de terre en fond de bassin n'est pas connu.

Afin de réaliser un suivi adapté de l'état des digues, des plots de référence ont été installés et sont relevés lors des suivis du site, deux fois par an. Pas de dérive constatée à ce jour.

Concernant la révision de l'étude de stabilité, le calcul des seuils de sûreté et de danger pour les ouvrages, l'exploitant propose d'échanger sur le protocole à mettre en place, car il ne s'agit ni d'un barrage ni d'une digue. À ce jour aucun protocole n'a été transmis.

L'inspection reste à la disposition de l'exploitant pour une discussion sur le cahier des charges.

Un projet d'arrêté préfectoral sera prochainement adressé à l'exploitant dans ce sens.

Sur site, monsieur BIGOT Philippe était présent, il est la personne d'astreinte en cas de besoin de manipulation des vannes. Les SMS reçus ont été vus et monsieur BIGOT applique la procédure d'alerte correctement.

Cette année 2023, surtout en novembre, après l'inspection, des épisodes d'inondation ont eu lieu dans le Pas-de-Calais, la zone des bassins a été correctement gérée. Des mails journaliers ont été transmis à l'inspection afin d'alerter en cas de problème. Les niveaux des trois bassins ont été très bien gérés.

Type de suites proposées : Sans suite